





LES FONTENAYSIENS ONT LA PAROLE



LE 16 FÉVRIER 2019 / À L'ÉCOLE MICHELET



La municipalité a organisé du 7 décembre 2018 au 21 février 2019 une grande consultation à travers la mise en place de cahiers doléances. L'exercice a rencontré un écho très favorable. En quelques semaines seulement, 432 contributions écrites ont été livrées pour un total de 1 500 demandes, formulées, par les habitants.



Parmi les problématiques soulevées les questions sociale, démocratique et écologique ont suscitées le plus de réactions et de propositions alternatives. D'autres sujets comme la santé, les services publics, le logement ont également été largement commentés.

Le maire a souhaité poursuivre cette dynamique en invitant les habitants à un après-midi d'échanges, de débats et d'analyses autour de quatre ateliers : « vivre, survivre : salaire, pouvoir d'achat, égalité, retraites » ; « être entendus : refonder et redynamiser la démocratie » ; « services publics et transition écologique » et un atelier libre.

Organisé le samedi 16 février, de 14h à 18h, ces ateliers ont rencontré un grand succès. Plus de 250 personnes ont participé à cette rencontre d'un genre inédit. Loin du principe du grand débat national souhaité par le président de la République, il s'est déroulé dans l'écoute et l'envie d'en sortir avec des propositions nouvelles.

Les participants se sont répartis pendant trois quarts d'heure, dans les différents ateliers et se sont retrouvés ensuite en assemblée plénière pour poursuivre le débat sous le préau de l'école Michelet. La plénière s'est révélée fidèle aux analyses et propositions des ateliers avec un sentiment général d'injustice sociale et fiscale et de hausse des inégalités.



ATELIER

VIVRE, SURVIVRE: SALAIRE, POUVOIR D'ACHAT, ÉGALITÉ, RETRAITES

Sentiment général d'une grande injustice devant la fiscalité qui participe de l'accroissement des inégalités. De nombreuses interventions sur les questions de fiscalité qui reste, pour de nombreux participants à l'atelier, l'outil le plus pertinent pour mieux « répartir les richesses » et ainsi redistribuer les richesses créées. À plusieurs reprises, il a été évoqué le « deux poids, deux mesures » qui consisterait, dans le système fiscal français, à épargner les entreprises de contreparties et de taxes alors que les travailleurs, « de plus en plus pauvres » seraient, surtaxés.

LES PROPOSITIONS

FISCALITÉ

- / Rétablir l'impôt sur la fortune.
- / Créer un revenu minimum d'existence.
- / Supprimer le CICE et imposer des contreparties aux entreprises pour toute aide publique.
- / Lutter efficacement contre l'évasion fiscale et recruter des contrôleurs fiscaux.
- / Créer un impôt européen sur les grandes fortunes et les entreprises types GAFAN.
- / Créer et harmoniser le salaire minimum à l'échelle européenne.
- / Créer une tranche d'impôt supplémentaire et mettre en place un système d'imposition plus progressif.
- / Supprimer la taxe sur les produits de première nécessité et taxer les produits alimentaires les plus nocifs.
- / Encadrer l'actionariat et imposer davantage les dividendes.

RETRAITES

- / Créer un ministre des retraités.
- / Rétablir la demie part des veufs/veuves dans le calcul des impôts.
- / Instaurer un plafonnement du minimum retraite à 1 800 €.
- / Indexer le coût de la vie sur les retraites.

SALAIRE ET PRÉCARITÉ

- / Créer un salaire minimum à 1 800 € brut.
- / Obtenir l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes.
- / Hausse du point d'indice pour les fonctionnaires.
- / Supprimer la loi El Khomri et les lois « travail ».

DÉPENSES PUBLIQUES

- / Réduire le budget de l'Élysée et les indemnités des parlementaires et créer un statut de l'Élu.
- / Baisser les dépenses de l'État et des collectivités.

LOGEMENT

- / Réquisitionner les bâtiments

- vides de l'État et créer un tarif unique pour les plus nécessiteux de 10 €/mois.
- / Encadrer les loyers et renforcer le dispositif judiciaire contre les marchands de sommeil.
- / Créer un organisme indépendant chargé de contrôler les objectifs de création de logements publics pour une meilleure mixité sociale.
- / Supprimer la taxe d'habitation pour tous.
- / Interdiction des expulsions locatives.

SANTÉ

- / Créer une sécurité sociale pour tous, sans frais, sans dépassements d'honoraires et supprimer les complémentaires santé et la financer uniquement par les cotisations sociales.
- / Supprimer la TVA sur les médicaments.
- / Mettre fin aux déserts médicaux.
- / Augmenter l'allocation pour les handicapés.
- / Revaloriser l'homéopathie.



ATELIER

SERVICES PUBLICS ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La question des transports, à la croisée des deux thèmes de l'atelier, a été très présente.

PROPOSITIONS/ANALYSES

TRANSPORTS

- / Une participante a pointé les délais d'attente trop longs de certaines lignes de bus et l'absence de circulation nocturne. Une autre s'est inquiétée de la suppression sur certaines lignes du service Auto-Train qui permet de transporter son véhicule dans le train. Plusieurs participants ont évoqué la nécessité d'encourager le développement du covoiturage, en faisant en sorte que les initiatives citoyennes puissent se déployer avec le soutien du service public. Le Grand Paris Express a été critiqué ainsi que le choix des zones dans lesquelles doivent être implantées les gares.

Est aussi revenue la question des intérêts économiques privés qui sous-tendent ce projet, et son coût. Un participant a suggéré, en guise d'alternative, que l'on utilise des infrastructures déjà existantes plutôt que d'en créer de nouvelles.

- / La question de la taxe carbone a été évoquée: un participant a ainsi expliqué que « cette taxe n'a de sens que si elle a un effet dissuasif sur l'utilisation de l'automobile, donc si l'usager peut choisir entre divers moyens de transport et qu'il existe d'autres solutions moins coûteuses et accessibles. » C'est le cas pour les habitants des aires à densité de population forte. Par exemple, à Fontenay, la municipalité cherche une alternative à la voiture pour les déplacements courts en développant les pistes cyclables et le vélo. Mais restent les 50 % de personnes qui n'ont pas vraiment le choix pour se rendre à leur travail. Du coup, ce participant a proposé que cette taxe soit appliquée sur tout le territoire, mais que les personnes concernées reçoivent compensation d'une taxe qui les pénalise, tant que les solutions de transport mises à leur disposition ne sont pas suffisamment étendues. La compensation pourrait prendre

des formes à déterminer démocratiquement: des chèques-énergie, des versements directs etc. Ces aides pourraient être financées grâce à l'argent dégagé par la taxe carbone dans les zones les mieux dotées en transports publics. Une autre participante a précisé qu'il faudrait veiller dans ce cas à la meilleure transparence dans l'usage qui serait fait de l'argent ainsi récolté.

LA DÉMATÉRIALISATION DES SERVICES PUBLICS A ÉTÉ PLUSIEURS FOIS POINTÉE DU DOIGT.

- / Certains services ne sont plus accessibles que par Internet et des guichets sont supprimés, à La Poste, la CPAM, les centres des impôts, EDF..
- / En outre, ont été relevées les inégalités d'accès à Internet, pour des raisons financières mais aussi de capacité à se servir de cet outil.
- / Il arrive par ailleurs que certaines personnes n'entrent pas dans les cases et ne puissent pas du coup s'enregistrer et accéder aux services. C'est le cas d'une personne arrivée d'un pays étranger qui n'avait pas de prénom.
- / Plusieurs participants ont donc

demandé à la fois un « retour à l'humain » et la mise en place de « formations » à Internet, pour les personnes qui le désirent.

LA QUESTION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE A SUSCITÉ DE VIVES RÉACTIONS.

- / Il a notamment été dit qu'il ne fallait pas pallier par l'électricité, la baisse de consommation des énergies fossiles. Certains ont mis l'accent sur l'idée de sobriété énergétique et sur la nécessité de valoriser les énergies neutres.
- / La question des aides à la rénovation et à l'isolation des bâtiments demande également à être bien pensée, dans un souci de justice et d'égalité.
- / Une participante a souligné l'importante de mettre la transition écologique à l'agenda des débats dans les collèges – au même titre que la question de l'égalité filles-garçons par exemple.
- / Une participante a vivement critiqué le couplage systématique de la transition énergétique et du numérique, qui engendre des solutions techniques énergivores.
- / Enfin, une personne a demandé que l'accent soit mis sur l'agriculture urbaine.

ILS/ELLES
L'ONT DIT

FISCALITÉ

«IL FAUT PRENDRE L'ARGENT OÙ IL EST, CHEZ LES RICHES, ET PAS CHEZ NOUS QUI AVONS DU MAL À BOUCLER LES FINS DE MOIS ET NOURRIR NOS ENFANTS»

CITOYENNETÉ

«ON EST PEUT-ÊTRE MAL SERVIS, MAIS NOUS CITOYENS, NOUS NE SOMMES PAS TOUJOURS TRÈS ACTIFS»

TAXE CARBONE

«ELLE N'A DE SENS QUE SI ELLE A UN EFFET DISSUASIF SUR L'UTILISATION DE L'AUTOMOBILE, DONG SI L'USAGER PEUT CHOISIR ENTRE DIVERS MOYENS DE TRANSPORT»



ATELIER

ÊTRE ENTENDUS : REFONDER ET REDYNAMISER LA DÉMOCRATIE

Un sentiment partagé que l'on ne s'en sortira pas avec des petits aménagements ou des rafistolages. Il faut une transformation de grande ampleur.

LES PROPOSITIONS

SUR LA CONSTITUTION

- Une première direction à prendre : redonner de la force au pouvoir législatif et au contraire réduire le poids du président de la République. La possibilité de supprimer cette instance de pouvoir a même été soulevée. Parallèlement l'introduction d'une forte dose (voire 100 %) de proportionnelle dans les élections de nos représentants a été affirmée.
- Le Sénat a été très critiqué en raison de son mode de désignation qui privilégie une partie du pays (« Il n'y a pas deux France ») ou de ses tendances conservatrices. La « navette » entre les deux chambres introduit dans le processus de décision, de la lenteur, de la confusion et du parasitage par des jeux politiques. En tout cas, à minima, il faut rétablir un équilibre des pouvoirs. À cet égard, le respect des pouvoirs législatif et judiciaire par la présidence de la République est essentiel.
- Deux personnes ont souligné l'importance du pouvoir judiciaire et regretté les critiques et surtout les ingérences qu'il subit. Le système judiciaire ne doit pas être soumis aux injonctions du politique.
- La possibilité d'une chambre dont les représentants seraient tirés au sort a été proposée. L'idée a été bien reçue mais les modalités n'ont pas pu être approfondies (désignation des représentants intégralement ou en partie selon ce mode, en remplacement du sénat ou assemblée unique, durée des mandats, formation, protection...).

ÉCHELONS / VISIBILITÉ / RESPONSABILITÉ

- L'Europe a d'abord été abordée comme une instance supranationale qui surdétermine ou supprime les décisions nationales. L'Europe est ainsi vue par certains comme une contrainte qui pèse indument sur la souveraineté nationale. À contrario, l'attachement à l'idée européenne s'est également exprimé. Des sourires approbateurs sont venus soutenir l'idée que le « c'est l'Europe qui nous oblige ! » est commode pour les gouvernants pour se défausser de certaines décisions impopulaires.
- La discussion sur l'Europe a glissé sur la confusion engendrée par la succession des échelons de décision. *On n'y comprend rien ! Où sont prises les décisions, par qui ? Plus rien n'est lisible !* La décentralisation est une bonne chose mais il faut de la clarté. Des échelons ont des responsabilités mais pas les moyens qui vont avec. Certains dossiers dépendent de trop d'instances.
- L'importance de l'échelon local a été soulignée. Mais il faut renforcer l'information, la transparence, la formation... Cette confusion participe de la perte de crédibilité des institutions. Celle-ci rejoint la perte de crédibilité de la parole politique.

ÉLUS

- Les élus ont fait l'objet d'une discussion, en partie en revenant sur la proposition de désigner des représentants par tirage au sort. Les échanges peuvent se résumer ainsi :
- A été critiqué le fait que des femmes et hommes (surtout des hommes) politiques font « carrière ». Une proposition débattue : une personne ne devrait pas pouvoir exercer successivement ou dans une période de sa vie qu'un nombre limité de mandats. Cela empêcherait le carriérisme, mais attention, l'exercice de la politique est aussi un métier : les questions sont complexes, il faut du temps pour les maîtriser et suivre les dossiers. Ce ne sont pas que des questions techniques.
 - On ne peut pas généraliser la situation des élus.

Il y a des dizaines de milliers d'élus locaux qui font un travail considérable gratuitement ou peu indemnisé. Prendre un mandat politique, c'est aussi souvent se mettre en danger professionnellement. Il faudrait un statut des élus.

- Il est important d'identifier des élus, qui sont responsables des décisions qu'ils prennent et d'avoir une certaine proximité avec eux.

CITOYENNETÉ

- Il y a urgence à redevenir acteurs de la vie publique. Il faut reconnaître et lutter contre une tendance à être consommateur des services publics, des élus, des instances.
- Il y a une question d'éducation à la citoyenneté.
- Ne devrait-on pas rendre le vote obligatoire ?
- Le tirage au sort, à différents échelons, pour des postes de longue durée ou sur des problèmes circonscrits, pourrait être une solution.
- Le référendum d'initiative citoyenne a été peu évoqué. Les difficultés ont été mentionnées avec la possibilité de manipulation.
- Une proposition a été faite : chaque année, organiser sur un sujet précis, avec des propositions alternatives, un grand débat national avec un effort d'information, communication d'éléments de décision... On aurait des débats au niveau départemental, puis régional et national pour aboutir à une décision.

EN FIN DE RÉUNION

- Plusieurs idées ont été exprimées rapidement.
- La représentativité des initiatives citoyennes, comme notre assemblée, a été questionnée : où sont les personnes d'origine asiatique, d'Afrique etc. ? Où sont les jeunes ? Il faut faire un gros effort pour élargir à la population qui ne vient pas.
 - Il y a des laissés pour compte, qui ne s'expriment pas. Avoir un emploi est déterminant pour être reconnu, exister, se sentir légitime pour parler.
 - Quand donnera-t-on le droit de vote aux étrangers aux élections locales ?



ATELIER LIBRE

Dix-sept personnes sont intervenues dont dix femmes et sept hommes. La tonalité a été très engagée avec de la colère et de l'indignation. « On en a marre », « La société de Macron ne me plait pas » ont été entendus plusieurs fois.

PROPOSITIONS/ANALYSES

DE NOMBREUX SUJETS ABORDÉS

- / Les ondes électromagnétiques et les compteurs Linky.
- / Le référendum de 2005 remis en cause par des parlementaires.
- / Les libertés (Macron qui choisit ses journalistes, loi anti casseur liberticide).
- / Le rôle de Madame Macron qui apparaît injustifié « on a élu un président pas une présidente ».
- / L'école : on doit faire à moyen

constant. Donc on enlève aux autres pour réduire dans certaines classes.

- / Le handicap en particulier la défense des instituts pour les sourds.
- / La culture avec le mot de la fin pour une dame qui a demandé que le ministère de la culture prenne sa part dans l'accueil des migrants et le partage de la langue commune.
- / Les jeunes.
- / La précarité avec une critique vigoureuse vis à vis des mesures contre les chômeurs.
- / Les petites retraites en lien avec le coût des maisons de retraite.

LE LOGEMENT

- / Le logement est le sujet qui a occupé la plus grande place dans les échanges. Plusieurs participants ont rappelé la promesse de Macron de mettre fin aux SDF. On en est loin ! Beaucoup se souviennent de la baisse des APL. La loi Élan a été très vertement critiquée. Avec la vente du logement

social « c'est un bien commun qu'on veut transférer au privé ».

- Un participant a rappelé que les aides au logement public sont passées de 17 à 14 milliards et que 30 milliards servent à financer des niches fiscales liées au logement pour les plus aisés.
- / Il a été demandé que davantage de PLAI, les logements les plus accessibles, soient augmentés dans la production totale des logements publics.
- / Pourquoi cette situation ne peut plus durer ? Beaucoup ont apporté leur explication. Plusieurs ont pointé le désengagement de l'État. On veut privatiser l'école, l'hôpital et supprimer la sécu. « Au service de qui est ce gouvernement ? » a demandé un participant.
- / Un intervenant a défendu le RIC. Davantage de pouvoir aux acteurs de terrains et aux élus locaux.
- / L'humain d'abord avant l'argent a été un point de vue repris par beaucoup. Une personne a dit que les citoyens avaient un rôle très important, ça s'est vu avec les gilets jaunes.

JEUNESSE

« JE REVENDIQUE POUR LES JEUNES ET LES ÉTUDIANTS. J'HABITE LA ZUP, J'AI FAIT TROIS HEURES DE TRANSPORT POUR SUIVRE MES COURS DE JOURNALISME ET JE NE TROUVE PAS DE PLACES ALORS QUE MES COLLÈGUES DE PROMOS ONT TROUVÉ. ÇA ME DONNE DE LA RAGE, JE SUIS UNE INSOUMISE. »

COMME IL S'ÉTAIT ENGAGÉ, LE MAIRE A TRANSMIS AU PRÉFET DU VAL-DE-MARNE, LES CAHIERS DE DOLÉANCES AINSI QUE LE COMPTE-RENDU DU DÉBAT CITOYEN. VOICI LA LETTRE QUI ACCOMPAGNAIT L'ENVOI.

« Face à la crise inédite engendrée par le mouvement des gilets jaunes, qui bouscule le pays et ébranle le pouvoir, j'ai tenu en tant que maire, à être le garant de l'expression des citoyen-ne-s.

Dès le début du mois de décembre, nous avons mis en place six cahiers de doléances, à disposition des Fontenaysien-ne-s, en mairie et dans différents lieux de la ville. Les habitant.e.s ont également eu la possibilité de s'exprimer sur le site web de la ville jusqu'au 21 février.

La totalité des demandes formulées par les Fontenaysien.ne.s vous est remise en ce jour, conformément à l'engagement que j'ai pris auprès d'eux. Vous avez entre les mains les contributions de 432 citoyen-ne-s.

Je vous transmets également le compte-rendu du débat organisé localement, le 16 février dernier. Ce sont plus de 250 Fontenaysien-ne-s qui ont participé à ce temps démocratique pour lequel nous avons fait le choix de ne pas suivre les thématiques imposées par le chef de l'État.

Nos ateliers se sont appuyés sur les demandes majoritaires issues des cahiers de doléances dont l'analyse a été réalisée par deux habitants bénévoles. L'ensemble des statistiques produites vous est aussi fourni.

La consultation citoyenne initiée par le gouvernement suscite beaucoup d'attentes chez les personnes qui ont donné leur avis mais aussi parmi celles qui ne se sont pas exprimées.

Face à l'urgence démocratique, sociale et écologique, nos concitoyens demandent simplement à ce que leurs mots et leurs paroles soient réellement pris en compte par le président de la République.

À Fontenay, nous avons eu l'exigence de créer les meilleures conditions pour cet exercice démocratique inédit et je serai vigilant à ce que la mission nationale chargée du traitement des demandes de la population, fasse son travail de la façon la plus neutre et transparente possible. »

JEAN-PHILIPPE GAUTRAIS, MAIRE